



Quels sont les pays confrontés à une crise prolongée et pourquoi méritent-ils une attention particulière?

Caractéristiques communes des pays confrontés à des crises prolongées

Message clé

On estime que 22 pays sont actuellement confrontés à des crises prolongées. Les crises prolongées présentent les caractéristiques suivantes: catastrophes naturelles ou conflits répétés, longue durée des crises alimentaires, bouleversement des moyens d'existence et capacité institutionnelle insuffisante pour réagir aux crises. Les pays confrontés à des crises prolongées doivent donc être classés dans une catégorie à part et ont besoin d'interventions spéciales de la part de la communauté internationale qui se consacre au développement.

Il n'existe pas de définition simple de l'expression «pays confronté à une crise prolongée». Une crise prolongée a été définie comme étant «un environnement dans lequel une part importante de la population court de graves risques de mort et de maladie et peut voir ses moyens d'existence bouleversés, sur une période prolongée». Dans ces environnements, la gouvernance est d'habitude très faible et l'État ne dispose que de capacités limitées pour combattre ou atténuer les menaces qui planent sur la population ou assurer un niveau de protection adéquat⁵. L'insécurité alimentaire est la manifestation extérieure la plus courante de crises prolongées⁶.

Les crises prolongées ne sont pas toutes identiques, mais elles ont en commun certaines des caractéristiques ci-après (sans les réunir nécessairement toutes)⁷.

- **Longue durée.** L'Afghanistan, la Somalie et le Soudan, par exemple, vivent en situation de crise depuis les années 80, c'est-à-dire depuis près d'une trentaine d'années.
- **Conflit.** Il s'agit d'une caractéristique commune, mais une situation de conflit ne débouche pas nécessairement sur une crise prolongée: dans certains pays confrontés à une crise

prolongée, un conflit militaire déclaré n'est pas un facteur causal important, ou alors il ne se manifeste que dans une partie du pays (comme en Éthiopie et en Ouganda).

- **Faiblesse de la gouvernance ou de l'administration publique.** Parfois, il s'agit simplement de capacités insuffisantes pour faire face à des contraintes écrasantes, mais cela peut également refléter un manque de volonté politique d'accorder des droits à tous les citoyens.
- **Moyens d'existence non durables et mauvais résultats sur le plan de la sécurité alimentaire.** Ces facteurs contribuent à la sous-alimentation et à l'augmentation de la mortalité. L'insécurité alimentaire, transitoire ou chronique, augmente en général dans des situations de crise prolongée. Par ailleurs, les moyens d'existence non durables ne sont pas seulement un symptôme de crise prolongée: la détérioration de la durabilité des moyens d'existence risque en effet de contribuer à l'apparition d'un conflit, qui à son tour peut déboucher sur une crise prolongée.
- **Défaillance des institutions locales.** Celle-ci est souvent aggravée par la fragilité de l'État. Il arrive souvent que des systèmes institutionnels coutumiers relativement stables s'effondrent lors de crises prolongées, mais des solutions de remplacement gérées par l'État sont rarement disponibles pour y remédier.

■ Définition des pays confrontés à des crises prolongées

Il apparaît clairement, à la lumière de ce qui précède, qu'il est difficile de donner une définition précise d'une crise prolongée: il n'existe pas de caractéristique unique qui permette d'identifier une crise prolongée et l'absence d'une ou de plusieurs caractéristiques énumérées ci-dessus ne signifie pas nécessairement que le pays ou la région en question ne soit pas en situation de crise prolongée. La

Quels sont les pays confrontés à une crise prolongée et pourquoi méritent-ils une attention particulière?

présente publication se fonde sur trois critères mesurables pour déterminer si un pays est confronté ou non à une crise prolongée: longue durée de la crise, composition des flux d'aide extérieure et inclusion du pays dans la liste des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

- **Longue durée de la crise.** Ce critère prend en compte le nombre d'années qu'a duré la crise, selon les informations fournies par le pays (qu'il s'agisse d'une crise due à une catastrophe naturelle, à l'action de l'homme, ou à une combinaison des deux), rendant nécessaire une assistance extérieure. Ces informations sont compilées chaque année par le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO (SMIAR), pour tous les États Membres des Nations Unies. On juge qu'un pays connaît une crise prolongée s'il figure sur la liste du SMIAR pendant au moins huit ans, entre 2001 et 2010 (pour prendre en compte les crises les plus récentes), ou pendant au moins 12 ans entre 1996 et 2010.
- **Flux d'aide.** Le deuxième critère se réfère à la proportion existant entre l'assistance humanitaire reçue par le pays et l'assistance totale dont il a bénéficié. Un pays est jugé en situation de crise prolongée si l'aide humanitaire qu'il a reçue représente au moins 10 pour cent de l'ensemble de l'aide publique au développement dont il a bénéficié, depuis 2000⁸.

- **Statut économique et état de la sécurité alimentaire.** Le dernier critère prévoit que les pays concernés doivent figurer sur la liste des PFRDV.

Actuellement, 22 pays remplissent ces trois critères (voir tableau 1).

Tous les pays du tableau 1 ont connu une situation d'urgence provoquée par l'homme – conflit ou crise politique. Dix-huit d'entre eux ont également dû faire face, à un moment ou à un autre, à une catastrophe naturelle – isolée ou combinée à une situation d'urgence causée par l'homme; quinze pays ont subi, au moins à une occasion, l'effet combiné d'une catastrophe naturelle et d'une situation d'urgence provoquée par l'homme.

Certaines crises prolongées sont limitées à une zone géographique déterminée d'un pays et n'affectent pas l'ensemble de la population nationale. Par exemple, l'Ouganda figure sur la liste des pays confrontés à une crise prolongée, même si cette crise ne s'étend qu'au nord et au nord-est du pays. Un territoire comme la Cisjordanie et la bande de Gaza, peut également être considéré comme étant confronté à une crise prolongée; il figure parmi les études de cas présentées dans cette publication.

TABEAU 1

Pays en situation de crise prolongée: typologie des crises, 1996-2010, et proportion de l'aide humanitaire, 2000-2008

Pays	Seulement catastrophe naturelle	Seulement catastrophe causée par l'homme	Combinaison de catastrophes naturelles et causées par l'homme	Total des catastrophes (1996-2010)	Aide humanitaire / APD totale (2000-2008)
					(Pourcentage)
(Nombre d'années)					
Afghanistan		5	10	15	20
Angola	1	11		12	30
Burundi		14	1	15	32
Congo		13		13	22
Côte d'Ivoire		9		9	15
Érythrée	2	3	10	15	30
Éthiopie	2	2	11	15	21
Guinée		10		10	16
Haïti	11	1	3	15	11
Iraq		4	11	15	14
Kenya	9		3	12	14
Libéria		14	1	15	33
Ouganda		4	10	14	10
République centrafricaine		8		8	13
République démocratique du Congo		15		15	27
République populaire démocratique de Corée	6	3	6	15	47
Sierra Leone		15		15	19
Somalie			15	15	64
Soudan		5	10	15	62
Tadjikistan	3		8	11	13
Tchad	2	4	3	9	23
Zimbabwe	2	3	5	10	31

Sources: SMIAR de la FAO et Initiatives de développement.

ENCADRÉ 2

Crises prolongées: le cas de la Somalie

La Somalie n'a plus de gouvernement national depuis 1991 et a connu, avant cette date, plusieurs années de guerre civile. Depuis 2004, un gouvernement fédéral de transition a cherché à exercer son autorité, sans arriver toutefois à étendre son contrôle à une bonne partie du pays. Des gouvernements régionaux quasi indépendants ont assuré de manière autonome l'administration du Somaliland et du Puntland, dans le nord du pays. Ces dernières années, le conflit a pris des connotations de rivalité régionale.

En 1992-1993, le conflit a entraîné une famine de grande ampleur dans le sud et le centre de la Somalie. Depuis 2000, des crises de sécurité alimentaire se sont produites dans différentes régions du pays. En 2006, les combats violents qui faisaient rage à Mogadiscio ont amené près d'un

demi-million de citoyens à fuir vers le nord-ouest de la ville, en profitant de la sécurité relative du couloir d'Afgooye.

En 2009, environ 3,2 millions de personnes avaient besoin d'une assistance alimentaire immédiate en Somalie. Plus de la moitié d'entre elles étaient des personnes déplacées à l'intérieur du pays et les autres étaient des personnes touchées directement par le conflit, la sécheresse ou l'effondrement de leurs moyens d'existence, ou par l'effet combiné de ces facteurs. Au début de 2010, la sécurité alimentaire d'une bonne partie de la population du centre-sud et du centre de la Somalie semblait de plus en plus préoccupante, malgré les bonnes récoltes de 2009, alors que presque tous les organismes internationaux ont été obligés de se retirer de ces régions, pour des raisons de sécurité.

ENCADRÉ 3

Crise prolongée en Cisjordanie et dans la bande de Gaza

Depuis le début de l'occupation israélienne, en 1967, l'économie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza est tributaire de la main d'œuvre travaillant en Israël et dans d'autres pays, ce qui rend ce territoire extrêmement sensible aux changements apportés aux marchés israéliens du travail et des biens. La situation économique s'est détériorée depuis la fin septembre 2000. La croissance démographique a dépassé la croissance du PIB, ce qui s'est traduit par une diminution régulière du PIB par habitant. La détérioration de l'économie s'est aggravée depuis le début de 2006, avec des retombées particulièrement lourdes sur la situation socioéconomique dans la bande de Gaza.

La circulation des biens et des personnes à destination et en provenance de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a été fortement restreinte, avec les répercussions négatives que cela comporte pour la vie de la population palestinienne. À la mi-2002, le chômage se chiffrait à

31 pour cent. Depuis, il a baissé, tout en restant supérieur à 24 pour cent. La perte d'emplois, de recettes, d'actifs et de revenus a fortement réduit l'accès économique à la nourriture, étant donné que les revenus par habitant ont diminué de moitié depuis 1999. À la mi-2006, six personnes sur 10 avaient un revenu inférieur au seuil de pauvreté de 2,10 USD par jour; par ailleurs, 34 pour cent des personnes vivant dans le territoire étaient exposées à l'insécurité alimentaire et 12 pour cent supplémentaires étaient particulièrement vulnérables et risquaient de sombrer dans l'insécurité alimentaire. Dans la bande de Gaza, quatre familles sur cinq avaient dû réduire leurs dépenses, y compris leurs dépenses alimentaires.

Sources: FAO/PAM. 2003. *Report of the food security assessment, West Bank and Gaza Strip*. (disponible en anglais seulement, à l'adresse <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/006/j1575e/j1575e01.pdf>); et PAM/FAO. 2007. *West Bank and Gaza Strip, Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA)*, pp. 4-9. Rome.

Certains pays, qui semblent avoir été confrontés à une crise prolongée, ne figurent pas sur cette liste. Par exemple, le Sri Lanka sort tout juste d'un long conflit intérieur, qui a dévasté une bonne partie du nord de l'île et a provoqué de vastes déplacements de population. Toutefois, le pays n'apparaît sur la liste SMIAR des pays en crise que pendant sept des 10 dernières années, manquant tout juste le critère fixé pour l'inclusion sur la liste.

Les pays confrontés à des crises prolongées sont donc très

hétérogènes, y compris de point de vue de l'aptitude à faire face à la crise, certains pays ayant des gouvernements qui fonctionnent, alors que d'autres sont considérés comme des États fragiles ou défaillants⁹.

En ce qui concerne les flux d'aide, les pays confrontés à une crise prolongée reçoivent une part relativement importante de l'aide totale sous la forme d'assistance humanitaire, plutôt que d'aide au développement. Globalement, environ 10 pour cent de l'APD totale est fournie sous la forme d'assistance

Quels sont les pays confrontés à une crise prolongée et pourquoi méritent-ils une attention particulière?

TABEAU 2

Tous les pays en situation de crise prolongée affichent des taux élevés d'insécurité alimentaire

Pays	Population totale	Nombre de personnes sous-alimentées	Proportion de personnes sous-alimentées	Insuffisance pondérale pour l'âge chez les enfants de moins de cinq ans	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans	Indice de la faim dans le monde	Retard de croissance ¹	Émaciation ²
	2005-2007 (En millions)	2005-2007	2005-2007	2002-2007	2007	2009	2000-2007	1996-2007
Afghanistan	nd	nd	nd	32,8	25,7	nd	59,3	8,6
Angola	17,1	7,1	41	14,2	15,8	25,3	50,8	8,6
Burundi	7,6	4,7	62	35,0	18,0	38,7	63,1	8,2
Congo	3,5	0,5	15	11,8	12,5	15,4	31,2	8,0
Côte d'Ivoire	19,7	2,8	14	16,7	12,7	14,5	40,1	8,6
Érythrée	4,6	3,0	64	34,5	7,0	36,5	43,7	14,9
Éthiopie	76,6	31,6	41	34,6	11,9	30,8	50,7	12,3
Guinée	9,4	1,6	17	22,5	15,0	18,2	39,3	10,8
Haïti	9,6	5,5	57	18,9	7,6	28,2	29,7	10,3
Iraq	nd.	nd.	nd.	7,1	4,4	nd.	27,5	5,8
Kenya	36,8	11,2	31	16,5	12,1	20,2	35,8	6,2
Libéria	3,5	1,2	33	20,4	13,3	24,6	39,4	7,8
Ouganda	29,7	6,1	21	16,4	13,0	14,8	38,7	6,3
République centrafricaine	4,2	1,7	40	24,0	17,2	28,1	44,6	10,5
République démocratique du Congo	60,8	41,9	69	25,1	16,1	39,1	45,8	14,0
République populaire démocratique de Corée	23,6	7,8	33	17,8	5,5	18,4	44,7	8,7
Sierra Leone	5,3	1,8	35	28,3	26,2	33,8	46,9	10,2
Somalie	nd	nd.	nd.	32,8	14,2	nd.	42,1	13,2
Soudan	39,6	8,8	22	27,0	10,9	19,6	37,9	21,0
Tadjikistan	6,6	2,0	30	14,9	6,7	18,5	33,1	8,7
Tchad	10,3	3,8	37	33,9	20,9	31,3	44,8	16,1
Zimbabwe	12,5	3,7	30	14,0	9,0	21,0	35,8	7,3

Note: nd = non disponible.

¹ Pourcentage poids pour l'âge <-2ET.

² Pourcentage poids pour la taille <-2ET.

Sources: FAO, IFPRI et OMS.

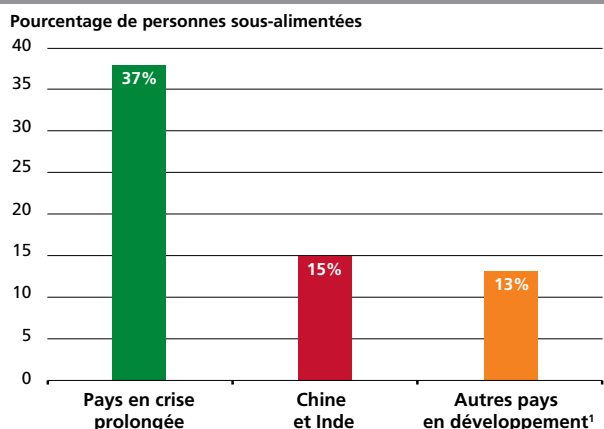
humanitaire, mais cette part est nettement supérieure dans les pays confrontés à des crises prolongées et peut atteindre les deux tiers de l'aide totale, comme en Somalie et au Soudan. En outre, les 22 pays confrontés à des crises prolongées reçoivent une assistance humanitaire par habitant qui est supérieure à la moyenne de l'ensemble des pays en développement. Le niveau et la répartition de l'aide seront examinés plus en détail par la suite (voir pages 29-34).

■ Insécurité alimentaire: les pays confrontés à des crises prolongées représentent-ils un cas à part?

L'insécurité alimentaire est, en général, élevée dans les pays confrontés à des crises prolongées (voir tableau 2). En 2005-2007, la part de la population souffrant de sous-alimentation dans les pays confrontés à des crises prolongées variait dans une fourchette très large, allant de 14 pour cent en Côte d'Ivoire à 69 pour cent en République démocratique du Congo. L'indice de la faim dans le monde, qui est un indice

FIGURE 8

La proportion de personnes sous-alimentées est environ le triple dans les pays en situation de crise prolongée, par rapport aux autres pays en développement



Note: Données pour 2005-2007.

¹ À l'exclusion des pays en crise prolongée, de la Chine et de l'Inde.

Source: FAO.

Quels sont les pays confrontés à une crise prolongée et pourquoi méritent-ils une attention particulière?

composite combinant des données sur la sous-alimentation, la prévalence de l'insuffisance pondérale et la mortalité des enfants de moins de cinq ans, est également très variable, entre 14,5 («problème sérieux») en Côte d'Ivoire et 39,1 («problème extrêmement alarmant») en République démocratique du Congo.

On peut constater, à la lecture du tableau 2, qu'en moyenne, la part de la population souffrant de sous-alimentation est trois fois plus importante dans les pays confrontés à des crises prolongées que dans les autres pays en développement (si l'on exclut de ce groupe les pays confrontés à des crises prolongées eux-mêmes, la Chine et l'Inde) (voir figure 8). Il faut néanmoins noter que la sous-alimentation n'est pas nécessairement très élevée dans tous les pays confrontés à des crises prolongées, car dans certains d'entre eux, les crises sont limitées à certaines zones ou régions. Il y a environ 166 millions de personnes qui souffrent de sous-alimentation dans les pays confrontés à des crises prolongées, soit 20 pour cent du total mondial, ou plus du tiers du total mondial, si l'on exclut de ce calcul l'Inde et la Chine.

La situation de la sécurité alimentaire est nettement plus critique dans le groupe des pays confrontés à des crises prolongées que dans les autres pays en développement, pour quatre des six critères fondamentaux: part de la population sous-alimentée (FAO), part de la population souffrant d'un retard de croissance, taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et indice de la faim dans le monde (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI]) (voir tableau 3).

Une analyse plus détaillée des relations existant entre les crises prolongées et la situation de la sécurité alimentaire révèle qu'une relation significative existe entre d'une part la variation des revenus, de l'efficacité des pouvoirs publics, de la lutte contre la corruption et du nombre d'années de crise prolongée et de l'autre, la proportion de la population souffrant de sous-alimentation (voir tableau 4)¹⁰. Ces facteurs, ainsi que le niveau d'instruction, ont également une relation significative avec l'indice de la faim des différents pays. Il convient de souligner que ce n'est pas seulement la présence ou l'absence de crise prolongée qui est un facteur

TABEAU 3

La situation de la sécurité alimentaire est nettement plus critique dans les pays en crise prolongée que dans les pays les moins avancés qui ne sont pas confrontés à des crises prolongées

Variable dépendante	Test t			
	Sans crise prolongée	En crise prolongée	Écart	Fourchette
Pourcentage sous-alimentation	18,8	31,4	-12,6 **	1,0-69,0
Pourcentage insuffisance pondérale	17,9	19,9	-2,0	1,6-44,6
Pourcentage retard de croissance	35,1	40,2	-5,1 *	3,7-63,1
Pourcentage émaciation	8,2	9,3	-1,1	1,0-22,9
Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (%)	7,8	11,9	-4,1 **	0,7-26,2
Indice de la faim dans le monde	16,5	22,3	-5,8 **	5,2-39,1

Notes: Données pour 2005-2007. Ces estimations diffèrent de celles de la figure 8 parce qu'elles ne sont pas pondérées en fonction de la population.

Sources: FAO, IFPRI et OMS.

* Écart significatif entre pays en crise prolongée et pays sans crise prolongée, P < 0,05 (95%).

** Écart significatif entre pays en crise prolongée et pays sans crise prolongée, P < 0,01 (99%).

TABEAU 4

Résultats par régression: Insécurité alimentaire, indice du développement humain, indicateurs mondiaux de gouvernance et crises prolongées

Variable dépendante: % sous-alimentation			Variable dépendante: Indice de la faim dans le monde		
Facteur	Élasticité	Écart Sig.	Facteur	Élasticité	Écart Sig.
Revenu ¹	-0,76	-2,85 **	Revenu	-0,72	-4,58 **
Instruction ²	0,32	1,21	Instruction	-0,36	-2,36 *
Efficacité du gouvernement ³	-1,45	-3,63 **	Efficacité du gouvernement	-0,65	-2,84 **
Lutte contre la corruption ⁴	1,05	2,79 **	Lutte contre la corruption	0,48	-2,14 *
Nombre d'années de crise ⁵	0,38	4,29 **	Nombre d'années de crise	0,16	-3,14 **
Ajustement R2 (OLS) ⁶		0,52 **	Ajustement R2 (OLS)		-0,72 **

Notes:

* p < 0,05

** p < 0,01

¹ Indice du développement humain (PNUD).

² Indice du développement humain (PNUD).

³ Indicateurs mondiaux de gouvernance (Institut de la Banque mondiale).

⁴ Indicateurs mondiaux de gouvernance (Institut de la Banque mondiale).

⁵ Nombre d'années qu'un pays figure sur la liste du SMIAR de la FAO, en tant que pays ayant besoin d'une assistance humanitaire extérieure.

⁶ Moindres carrés ordinaires.

Sources: FAO, IFPRI et OMS.

Quels sont les pays confrontés à une crise prolongée et pourquoi méritent-ils une attention particulière?

significatif, mais aussi le nombre d'années au cours desquelles un pays a été en situation de crise. La prévalence de la sous-alimentation s'aggrave en effet à mesure qu'augmente le nombre d'années de crise.

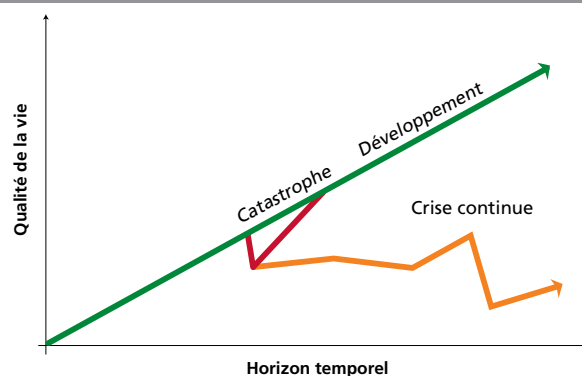
■ Interventions dans des crises prolongées: contraintes et opportunités

Il est particulièrement difficile pour la communauté internationale de nouer le dialogue avec des pays confrontés à des crises prolongées, compte tenu de leurs caractéristiques. Ces difficultés sont liées principalement à deux questions: a) la façon dont la communauté internationale perçoit les crises prolongées et leur relation avec le processus de développement; b) les modalités d'utilisation de l'aide, pour faire face aux crises prolongées (structure de l'aide).

S'agissant de la première question, le terme «développement» est parfois perçu comme étant une amélioration progressive de la qualité de la vie. Les catastrophes ou les crises aiguës viennent (brièvement) interrompre cette tendance, mais on s'attend à un retour à la tendance «normale» à la hausse, lorsque la crise est finie (voir figure 9) – d'où l'emploi des termes «catastrophe», «redressement» et «développement durable» et les principes

FIGURE 9

Les crises prolongées sont fondamentalement différentes des catastrophes aiguës



Source: P. Walker. 2009. How to think about the future: history, climate change and conflict. Présentation au Sommet humanitaire de Harvard, Cambridge, septembre 2009.

et interventions associés à chacun de ces termes. Dans le cas de crises prolongées, la tendance est toutefois difficile à prédire sur une longue période: elle ne va pas nécessairement chuter de façon abrupte comme lors d'une crise aiguë, mais elle ne va pas non plus repartir à la hausse, du moins pendant une longue période.

ENCADRÉ 4

Principes régissant l'intervention dans des crises prolongées?

Les principes humanitaires sont solidement établis depuis longtemps, même s'il est de plus en plus difficile de les appliquer lors de crises prolongées. Les principes applicables aux efforts de développement, qui n'ont jamais été énoncés de manière aussi explicite, sont présentés dans la deuxième colonne du tableau ci-après. Ces deux séries de principes peuvent être appliqués aux crises prolongées, mais on ne sait jamais clairement quel principe appliquer, à quel moment. Pour dissiper ce manque de clarté, l'OCDE a établi une série de principes pour «l'engagement international dans les états fragiles» – ce qui ne correspond pas vraiment aux pays confrontés à des crises prolongées, même s'il existe de nombreuses analogies. Ces principes

sont présentés dans la troisième colonne du tableau. Il est néanmoins évident que certains de ces principes ne seraient pas applicables lors de conflits en cours – notamment des conflits intérieurs ou des actions de contre-insurrection dans lesquels l'État prend part au conflit. Comme ce sont souvent les mêmes donateurs et les mêmes organismes extérieurs qui se chargent des interventions humanitaires et des programmes de développement lors de crises prolongées (ou bien dans des États fragiles ou dans ceux qui sont à la fois fragiles et en crise prolongée), on ne sait pas toujours quels sont les principes opérationnels applicables à une intervention spécifique et dans quelles circonstances ceux-ci doivent s'appliquer.

Principes applicables aux crises prolongées?

Principes humanitaires	Principes de développement	Principes de l'OCDE pour «l'engagement dans les états fragiles»
Humanité	Habilitation	Prendre en compte le contexte
Impartialité	Participation	Ne pas nuire
Neutralité	Durabilité	Faire du renforcement de l'État l'objectif fondamental
Indépendance	Autonomie	Priorité à la prévention/ réduction des risques
Universalité	Équité	Reconnaître les liens entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement
	Renforcement des capacités	Promouvoir la non-discrimination
	Transparence/responsabilisation	

Sources: OECD. 2007. *Principes pour l'engagement international dans les états fragiles et les situations précaires* (disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/dataoecd/61/44/38368761.pdf>); et D. Maxwell. 1999. Programs in chronically vulnerable areas: challenges and lessons learned. *Disasters*, 23(4): 373-384.

La seconde question, étroitement liée à la première, est la suivante: les interventions destinées à faire face à des crises prolongées ont d'habitude la même structure que celles conçues pour une crise de brève durée, qui sera suivie d'un retour à une amélioration à long terme. Or, une telle situation ne correspond pas aux caractéristiques de la plupart des crises prolongées. En outre, certains des principes mis au point récemment par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour l'engagement dans les états fragiles ne semblent pas adaptés aux interventions en cas de crise prolongée (voir encadré 4).

En conséquence, les interventions, notamment les interventions internationales dans les crises prolongées, ne sont pas bien adaptées aux problèmes rencontrés et l'approche suivie n'est pas assez souple pour s'ajuster à des réalités en mutation. Il arrive souvent que l'appareil étatique du pays concerné ait été ébranlé par une crise prolongée, laissant derrière lui un vide institutionnel et obligeant à se poser la question des priorités des interventions: la priorité est-elle de renforcer, ou parfois de reconstruire, les institutions de l'État, ou alors de renforcer ou reconstruire les moyens d'existence et les institutions locales qui les soutiennent?



Adaptation des moyens d'existence lors des crises prolongées

Message clé

Si l'on veut améliorer la sécurité alimentaire au cours de crises prolongées, il faut protéger et promouvoir les moyens d'existence de la population, au lieu de se limiter à des interventions à court terme. Les personnes vivant une situation de crise prolongée doivent souvent modifier radicalement leurs moyens d'existence et les habitants des campagnes doivent parfois chercher refuge dans des centres urbains, jugés plus sûrs. Cela peut perturber les moyens d'existence et les mécanismes d'adaptation traditionnels, de façon temporaire ou permanente, mais il existe également de nouveaux moyens d'existence possibles, si le soutien nécessaire est disponible.

Les programmes d'assistance humanitaire cherchent à protéger les moyens d'existence¹¹ depuis le milieu des années 80: on avait constaté, à cette époque, qu'une action rapide dans ce sens serait plus efficace que des mesures prises plus tard, lorsque la population est déjà démunie et en péril de mort. Il faut toutefois noter que l'aide humanitaire s'attache principalement à sauver des vies humaines; elle n'a pas toujours été conçue pour protéger à long terme les moyens d'existence et assurer la sécurité alimentaire. Jusqu'à récemment, les interventions prévoyant une aide non alimentaire se limitaient à ajouter des semences et des outils aux distributions régulières d'aliments. Les programmes introduisent plus souvent des interventions visant à appuyer les moyens d'existence lorsque la crise s'inscrit dans la durée.

La protection et la promotion des moyens d'existence exigent cependant une approche plus globale, s'attaquant à

la fois aux causes et aux conséquences de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Il faut, dans cette optique, accorder l'attention voulue à ce que les populations font pour elles-mêmes et voir comment appuyer au mieux leurs efforts.

La présente section examine ce qu'il advient des moyens d'existence lors de crises prolongées, ce que cela signifie en termes d'appui aux moyens d'existence et ce qu'il faut faire pour renforcer la programmation des moyens d'existence et améliorer ainsi la sécurité alimentaire. Elle s'inspire largement de l'expérience acquise au Soudan, où de nombreuses régions souffrent depuis plusieurs décennies d'insécurité alimentaire aiguë et d'insécurité alimentaire chronique, sous l'effet de conflits, de la marginalisation socio-économique, de la dégradation de l'environnement et de catastrophes naturelles. Cette section s'inspire également d'études de cas réalisées sur d'autres pays, comme la République démocratique du Congo et la Somalie, où la persistance des crises subies continue d'avoir des effets similaires sur les moyens d'existence ruraux.

■ Évolution des moyens d'existence lors de crises prolongées

Lors de crises prolongées, les moyens d'existence sont souvent gravement perturbés. La crise du Darfour, au Soudan, qui dure depuis maintenant huit ans, le démontre concrètement.

Au Darfour, on a assisté à une dévastation rapide des moyens d'existence au cours des deux premières années de conflit. Des millions de personnes ont dû se déplacer. Nombre d'entre elles avaient tout perdu: bétail, outils agricoles, terres, maisons et même des membres de la famille. Ceux qui sont restés dans leurs zones d'origine ont,

eux aussi, subi de graves pertes. Les éleveurs nomades du Nord Darfour ont perdu plus de la moitié de leur cheptel au cours des trois premières années de conflit – environ un quart a été volé et une part plus grande encore a péri, car l'insécurité limitait l'accès aux aliments du bétail et aux points d'eau¹². À mesure que la crise se prolongeait, les actifs ont continué à fondre graduellement. Comme l'économie se contractait et que la liberté de mouvement s'amenuisait, la gamme des moyens d'existence possibles s'est inévitablement rétrécie. De nombreuses personnes ont commencé à dépendre d'activités de subsistance marginales. Les ruraux ne pouvaient pas émigrer pour trouver du travail ailleurs et envoyer de l'argent à la maison, ce qui a eu des répercussions importantes sur leurs moyens d'existence au début du conflit.

Dans les montagnes de Nubie, au centre du Soudan, le conflit, qui a débuté en 1985 et s'est aggravé dans les années 90, a également causé la destruction à grande échelle des moyens traditionnels d'existence et entraîné des déplacements internes massifs, au point que très peu de Nubiens avaient encore accès à leurs terres agricoles traditionnelles. Cette situation a déterminé des épisodes fréquents d'insécurité alimentaire. Du fait de l'insécurité qui régnait dans les plaines, de nombreux Nubiens ont fui vers les collines rocheuses, abandonnant les terres argileuses productives des plaines. Dans plusieurs régions, les rendements sont tombés à un dixième seulement de ce qu'ils étaient auparavant¹³. La productivité du bétail a, elle aussi, fortement baissé, car il n'était plus possible d'accéder aux pâturages et aux points d'eau des plaines. De nombreuses têtes de bétail ont été volées dans les zones les plus touchées par le conflit et, dans les zones où les combats étaient les plus intenses, le manque de médicaments vétérinaires a entraîné une nouvelle réduction des cheptels¹⁴.

De même, dans l'est de la République démocratique du Congo, les moyens d'existence fondés sur l'agriculture ont été dévastés par la guerre. La productivité locale a fortement chuté en raison de l'insécurité et des déplacements répétés des ménages (dans le Nord-Kivu, au plus fort de la guerre, la productivité des haricots avait baissé de 72 pour cent, celle du manioc, de 53 pour cent et celle des bananes, de 45 pour cent)¹⁵. Dans le district de Kismayo, en Somalie, la taille moyenne du cheptel – facteur déterminant, dont dépend la capacité de résistance des ménages – a très fortement baissé lors de la période 1988-2004, à cause de la crise prolongée. Pour les ménages du quartile médian sur l'échelle de la pauvreté, la taille du cheptel est passée de 6 à 2,5 unités de bétail tropical – (UBT [1 UBT = 1 unité de bétail tropical])¹⁶.

■ Adaptations à court et à moyen termes

Lorsque les crises se prolongent, les systèmes d'élevage s'adaptent, au fil du temps, de diverses façons.

On peut citer des exemples positifs remarquables de capacité de résistance et de souplesse. Ainsi, les marchands

de bétail du Darfour ont modifié leurs itinéraires commerciaux pour éviter les zones où règne l'insécurité et ont eu recours, dans un cas, au fret aérien pour transporter des moutons, de l'extrême ouest du Darfour jusqu'à Khartoum¹⁷. Les modalités d'envoi d'argent ont également été modifiées, souvent de façon créative, pour éviter les obstacles dus au conflit (voir encadré 5, page 20). De même, dans la région de Juba, en Somalie, les éleveurs nomades se sont en partie reconvertis à l'agriculture, pour faire face à la hausse des prix des plantes cultivées, provoquée par le conflit¹⁸. En République démocratique du Congo, le Lac Édouard était jadis une réserve de pêche pour toute la province du Nord-Kivu, mais la production de poissons a fortement baissé, passant de 11 000 tonnes par an en 1954 à 3 000 tonnes par an en 1989. On peut notamment citer, parmi les raisons de ce déclin, la désintégration institutionnelle entourant l'exploitation des ressources locales, du fait de l'effondrement progressif des institutions gouvernementales, aggravé par les conflits. Devant cette baisse de la production locale, la population (composée principalement de pêcheurs) a commencé à cultiver du riz, du maïs, du soja, des bananes et du manioc dans le nord du Parc national des Virunga. L'emplacement favorable du parc offrait des possibilités intéressantes de production de cultures de subsistance et de rapport. Paradoxalement, l'absence d'institutions officielles et de fonctions de réglementation dans l'est de la République démocratique du Congo a favorisé la migration de populations du Lac Édouard vers le Parc national des Virunga. Cela a permis aux pêcheurs qui vivaient dans des conditions d'insécurité alimentaire, à cause de l'épuisement des ressources halieutiques, de se doter de moyens d'existence fondés sur l'agriculture¹⁹.

Les adaptations ont aussi, parfois, un côté négatif, principalement parce qu'elles peuvent se révéler, dans certains cas, nuisibles ou non durables. Par exemple, au Darfour, la contraction de l'économie et les migrations massives des campagnes vers les villes ont accru la compétition sur un marché du travail saturé, ce qui a rendu de plus en plus de gens tributaires du ramassage et de la vente de ressources naturelles, notamment de bois de feu, et de la fabrication de briques. Cela a entraîné une dégradation environnementale dévastatrice, sur des superficies grandissantes, autour des principales villes du Darfour²⁰. Poussés par le désespoir, les ménages pauvres (notamment les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) ont tenté des stratégies de survie à haut risque, comme le ramassage de bois dans les zones peu sûres. Les éleveurs se sont, eux aussi, tournés de plus en plus vers le ramassage de bois de feu comme source de revenus et cela a ravivé les conflits, car ils entraînaient ainsi en concurrence avec les agriculteurs et les personnes déplacées pour l'exploitation de cette ressource²¹. Souvent, il serait plus approprié de donner à ces stratégies le nom de «mal adaptation»²².

ENCADRÉ 5

Envois d'argent lors de crises prolongées

Les populations qui subissent les effets des crises prolongées dépendent souvent d'envois de fonds de la part de membres de la famille ou de parents vivant dans un autre pays. On sous-estime souvent l'importance des envois de fonds, qui représentent néanmoins une stratégie pouvant être soutenue, en misant sur la créativité des populations locales pour maintenir ces flux.

Au Darfour, avant le conflit actuel, l'envoi de fonds était une composante importante des moyens d'existence de la population, surtout dans les zones sujettes à la sécheresse¹. En Somalie et au Sri Lanka, les envois de fonds ont également, depuis des décennies, joué un rôle essentiel dans les moyens d'existence.

L'effet et l'importance des envois de fonds varient au fil du temps. Au début d'un conflit, les envois de fonds sont fréquemment perturbés par la fermeture des frontières, les restrictions frappant les déplacements et le retour au pays des personnes qui envoyaient des fonds. Au Darfour, on a trouvé de nouvelles modalités de transfert de fonds, en tirant profit de la couverture accrue du réseau mobile et de la possibilité d'utiliser des téléphones portables pour les transferts d'argent². Les envois de fonds ont joué un rôle plus important lors des conflits du Sri Lanka et de la Somalie³. Comme un million de Somaliens vivent désormais à l'étranger, les envois de fonds sont devenus une source importante de recettes extérieures qui, en 2004, était comprise, selon les estimations, entre 700 millions d'USD et un milliard d'USD⁴. Au Sri Lanka, les

envois de fonds ont peut-être eu un effet plus vaste sur l'économie de guerre, étant donné que les envois de fonds de nombreux Tamouls étaient en grande partie contrôlés et soutenus par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul⁵.

Les efforts visant à faciliter les envois de fonds pourraient considérablement améliorer les moyens d'existence des populations dans les zones touchées par la crise, mais on en tient rarement compte dans les interventions humanitaires. Pour faciliter les envois de fonds, il a été recommandé d'améliorer les systèmes de communication, d'ouvrir les frontières et de protéger les expéditeurs et les destinataires des envois de fonds⁶.

¹ H. Young, A.M. Osman, Y.R. Aklilu Dale, B. Badri et A.J.A. Fuddle. 2005. *Darfur: livelihoods under siege*. Medford, États-Unis d'Amérique: Feinstein International Famine Center, Tufts University.

² H. Young, K. Jacobson et A.M. Osman. 2009. *Livelihoods, migration and conflict: discussion of findings from two studies in West and North Darfur, 2006-2007*. Medford. États-Unis d'Amérique: Feinstein International Center. Tufts University.

³ B. Korf. 2003. *Conflict – threat or opportunity? War, livelihoods and vulnerability in Sri Lanka*. ICAR Discussion Paper on Institutional Change in Agriculture and Natural Resources No. 1. Berlin, Humboldt-Universität zu Berlin; K. Savage et P. Harvey. 2007. *Remittances during crises: implications for humanitarian response*. HPG Report 25. Londres, ODI.

⁴ Savage et Harvey (2007), voir note 3.

⁵ N. Palmer. 2005. *Defining a different war economy: the case of Sri Lanka*. Berghof Research Center for Constructive Conflict Management (disponible à l'adresse http://berghof-handbook.net/documents/publications/dialogue3_palmer.pdf).

⁶ Young et divers collaborateurs. (2005), voir note 1; Young, Jacobsen et Osman (2009), voir note 2; et Savage et Harvey (2007), voir note 3.

■ Adaptations à plus long terme ou permanentes

À mesure que les premières ripostes à court terme à la crise se transforment en adaptations à plus long terme, les crises prolongées peuvent provoquer ou accélérer des transitions à plus long terme ou permanentes.

La transition la plus courante est l'exode rural qui accompagne beaucoup de crises prolongées. Cet exode rural s'est produit dans presque tout le pays. La population de Khartoum a augmenté rapidement, car plus de quatre millions de personnes ont été déplacées au cours des deux décennies de guerre civile dans le sud du pays. La moitié environ des personnes déplacées sont restées dans des zones urbaines, notamment à Khartoum, même après la signature de l'Accord de paix global, au début de 2005. La ville de Nyala, qui est le pôle commercial du Darfour, a vu sa population tripler depuis le début du conflit et compte maintenant plus d'un million d'habitants. On signale des tendances analogues ailleurs: par exemple, on estime que la population urbaine a été multipliée par huit à Luanda

(Angola), par cinq à Kaboul (Afghanistan) et par sept à Juba, dans le sud du Soudan. Ces phénomènes sont en grande partie imputables aux conflits et à la dynamique de l'après-conflit²³. De tels changements dans la répartition de la population entraînent des changements radicaux dans les moyens d'existence, un nombre croissant de personnes dépendant du marché du travail en ville. Comme indiqué ci-dessus, cet afflux peut dépasser les capacités d'absorption du marché urbain du travail et avoir des retombées négatives sur le milieu ambiant. Ces migrations peuvent également mettre en péril les droits des migrants à récupérer les terres qu'ils ont abandonnées dans les zones rurales (voir ci-dessous).

Une autre caractéristique commune des crises prolongées est l'intensification de la compétition entre différents groupes qui avaient peut-être coexisté pacifiquement avant la crise. À mesure que l'économie se contracte (et que la liberté de mouvement se réduit, lors d'un conflit), les pressions sur les moyens d'existence se font plus fortes. C'est notamment ce que l'on constate au Darfour, où la compétition entre les

éleveurs et les agriculteurs s'intensifient pour le contrôle des ressources naturelles, car les deux groupes dépendent de plus en plus de stratégies comme le ramassage d'herbes et de bois de feu pour remplacer les moyens d'existence dont ils disposaient avant le conflit et qui ne sont plus disponibles. Dans la région de Juba, en Somalie, l'intensification de la compétition pour la possession de terres irriguées, causée par le conflit, a entraîné une marginalisation accrue des groupes bantous, qui dépendent de l'agriculture²⁴. De même, dans l'est de la République démocratique du Congo, les agriculteurs se sont déplacés du Lubero central vers les forêts du Lubero occidental pour recommencer à cultiver les terres qu'ils avaient abandonnées à cause du conflit et de l'effondrement des institutions. Les tensions avec les communautés locales et les propriétaires du régime coutumier ont amené à la marginalisation des nouveaux arrivants²⁵.

■ Que faire pour appuyer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire lors de crises prolongées?

Que peut-on faire pour appuyer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire? On distingue, essentiellement, trois grands types d'intervention: approvisionnement à l'appui des moyens d'existence, protection des moyens d'existence et promotion des moyens d'existence²⁶.

L'approvisionnement à l'appui des moyens d'existence

– qui est le type d'intervention le plus courant – vise à pourvoir aux besoins de base immédiats et à protéger la vie des populations. À ce titre, des distributions gratuites d'aliments sont souvent effectuées; ce type d'intervention sert à pourvoir directement aux besoins alimentaires immédiats, mais il contribue également à soutenir les revenus. C'est cette fonction de soutien des revenus que le PAM avait explicitement en tête lorsqu'il a accru les rations alimentaires au Darfour en 2005-2006, pour permettre aux bénéficiaires de vendre une part accrue de la ration et aider à stabiliser les prix des céréales. D'autres exemples d'approvisionnement à l'appui des moyens d'existence comprennent des interventions comme les bons d'achat, qui peuvent être utilisés pour se procurer des biens et services essentiels. On a largement distribué des poêles à faible consommation de bois au Darfour afin de réduire les dépenses consacrées à l'achat de bois de feu et protéger l'environnement; de plus, on a introduit un système de bons pour la mouture des céréales. En République démocratique du Congo, l'ONG allemande Agro Action a organisé des activités de type «travail contre rémunération», dans le cadre d'un programme de remise en état des routes, pour aider les travailleurs à acheter des aliments et des actifs essentiels, tout en redonnant vigueur aux marchés et aux échanges.

Les interventions de **protection des moyens d'existence** visent à protéger et appuyer les moyens matériels de la

population et éviter des conséquences négatives telles que la cession d'actifs productifs. La plupart des interventions de ce type réalisées au Darfour concernaient des projets menés avec les personnes déplacées ou bien la fourniture d'une assistance à la population rurale pour l'inciter à ne pas migrer vers les villes. Dans les camps de personnes déplacées, les moyens d'existence sont d'habitude programmés de façon à accroître les revenus des PDI, pour qu'elles ne soient pas obligées de prendre de gros risques personnels, par exemple en s'aventurant dans les zones peu sûres pour ramasser du bois de feu. Plusieurs organisations non gouvernementales ont fourni une aide pour sauver la vie des ânes au début du conflit, car ceux-ci sont souvent le seul type de bétail que possèdent les personnes déplacées et jouent un rôle essentiel pour la collecte de l'eau et du bois de feu, ainsi que comme moyen de transport. Du fourrage et des soins vétérinaires ont été fournis et l'espace nécessaire pour confiner les animaux a été aménagé dans les camps.

La promotion des moyens d'existence vise à améliorer les stratégies et les actifs et à appuyer les politiques et les institutions de base qui peuvent dynamiser les moyens d'existence. Par exemple, les projets de formation professionnelle des personnes déplacées peuvent améliorer leur niveau de compétence, et donc leur employabilité une fois passée la crise. Des activités de ce type ont été réalisées pour les personnes déplacées à la suite de la guerre civile entre le Nord et le Sud du Soudan et, plus récemment, pour les personnes déplacées vivant actuellement dans des camps au Darfour. En République démocratique du Congo, l'ONG Action contre la Faim a fourni des services agricoles (multiplication des semences, protection des cultures et vulgarisation agricole) afin d'améliorer les pratiques agricoles. Il faut toutefois noter qu'en général, les organismes humanitaires s'associent rarement à des institutions et des politiques qui pourraient dynamiser les moyens d'existence en pleine crise, notamment en aidant à négocier l'accès aux marchés ou en s'attaquant à des questions de droits fonciers et d'occupation des terres. On considère en effet qu'il s'agit de questions à long terme, alors que les activités humanitaires reposent, pour l'essentiel, sur une planification et un financement à court terme. Ces organismes sont cependant de plus en plus invités à s'occuper de certaines de ces questions contentieuses lorsque la crise se prolonge²⁷ et plusieurs exemples positifs existent, à cet égard. Par ailleurs, on peut penser que les institutions locales et les organisations de la société civile semblent plus souples pour s'occuper de questions foncières. Par exemple, dans l'est de la République démocratique du Congo, les «chambres de paix» (voir pages 26-27) étaient la seule organisation communautaire informelle qui ait joué un rôle dans le règlement des différends locaux concernant la terre (voir pages 25-28), alors qu'au Mozambique (voir pages 48-49) les autorités du système coutumier ont été l'un des piliers de la réforme agraire.

■ Que faire pour améliorer l'efficacité des interventions portant sur les moyens d'existence?

Au cours des 10 dernières années, les acteurs internationaux chargés de l'aide humanitaire ont nettement amélioré leur aptitude à lancer des interventions pour sauver des vies humaines, mais ils n'ont pas perfectionné au même rythme leurs capacités pour tous les types de programmation des moyens d'existence.

On ne peut en effet que s'inquiéter du temps nécessaire pour commencer à programmer les moyens d'existence, lorsqu'une crise se transforme en crise prolongée. La chronologie des interventions humanitaires internationales au Darfour vient illustrer cette affirmation. Ce n'est qu'en 2006/07 – au moins trois ans après le début du conflit – que les organismes humanitaires ont commencé à parler de moyens d'existence et que des crédits ont été disponibles pour leur programmation. Et il ne s'agissait alors que d'une programmation à court terme, axée sur l'approvisionnement à l'appui des moyens d'existence, ou au mieux sur la protection des moyens d'existence. La promotion des moyens d'existence a reçu, quant à elle, bien moins d'attention. Or, il se fait qu'au Darfour, l'urbanisation a progressé rapidement durant la crise et que l'on ne reviendra pas en arrière. On a donc besoin d'une vision de l'économie urbaine de demain et d'une programmation des moyens d'existence qui soit alignée sur cette vision.

À l'avenir, le renforcement de la programmation des moyens d'existence en situation de crise prolongée se fera selon trois axes prioritaires:

1. Il faudra évaluer les moyens d'existence au début de toutes les crises (et pas seulement lors des crises prolongées), en passant en revue les mesures nécessaires pour sauver des vies humaines, mais aussi en analysant les causes de la vulnérabilité à long terme de tous les groupes, face à l'insécurité alimentaire. On pourra ainsi, en toute connaissance de cause, élaborer des stratégies de protection et de promotion des moyens d'existence, qui devront être appliquées dès que la crise sera maîtrisée. Ce type de programmation devra avoir lieu lors de la première phase des interventions, au lieu d'être remis à plus tard.
2. L'analyse qui précède la programmation des moyens d'existence doit prêter attention à la dynamique des conflits et du pouvoir, notamment aux interactions entre des groupes ayant des moyens d'existence différents. Ce principe s'applique non seulement aux crises prolongées causées par des conflits, mais aussi aux catastrophes naturelles. Dans les deux cas, il est fort probable que les inégalités et l'exploitation des plus faibles par les plus forts s'intensifient, dans le chaos et le climat de gouvernance amoindrie qui prévalent souvent en pareilles circonstances.
3. Les organismes humanitaires doivent être conscients des transitions à plus long terme qui s'amorcent ou s'accroissent lors de crises prolongées – la plus courante étant l'urbanisation – et être prêts à les accompagner. Cette exigence remet en question la planification à court terme qui caractérise la programmation des opérations humanitaires, mais elle permettra de concevoir des interventions plus appropriées, en préparation de l'après-crise.



La parité hommes-femmes dans les crises prolongées

Message clé

Les hommes et les femmes ne sont pas pareillement touchés en cas de crise prolongée. Leurs fonctions différentes et la disparité des traitements qui leur sont réservés jouent un rôle majeur dans la manière dont ces crises interviennent et sont vécues. Une compréhension plus fine de ces différences peut aider les sociétés concernées ainsi que les prestataires d'aide humanitaire et la communauté internationale à apporter une réponse mieux adaptée.

Les différents rôles assignés aux hommes et aux femmes et leur incidence sont partiellement dus à l'inégalité d'accès aux actifs, aux débouchés économiques, aux services, à l'aide en période de crise et à la prise de décisions. Dans nombre de sociétés, les femmes sont ainsi moins éduquées, moins engagées dans l'économie structurée et moins habituées à traiter avec les autorités; leurs ressources productives sont de quantité et de qualité moindres et leur mobilité est soumise à plus de restrictions que celles des hommes. Il est fréquent que les hommes et les femmes subissent très différemment les situations de crise. Dans les conflits armés par exemple, les hommes peuvent être enrôlés de force dans des groupes militaires, voire tués,

tandis que les femmes sont plutôt exposées au risque de violences sexuelles et de déplacement. Dans d'autres types de crise, il arrive que les hommes partent à la recherche d'un autre emploi pendant que les femmes assument une part plus importante des travaux précédemment effectués par les hommes. Ces différences ont une incidence sur les ressources dans lesquelles hommes et femmes peuvent puiser en temps de crise et sur leur aptitude à faire face.

Il est étonnant que les questions de parité aient été globalement négligées dans les débats sur les urgences humanitaires et les crises prolongées. Dans bien des crises, on ne sait pas grand-chose de la situation antérieure de la dynamique des sexes, ce qui rend difficile l'analyse des effets de la crise à court et à long termes. Ces lacunes sont encore aggravées par la rareté des données sur la pauvreté et la vulnérabilité ventilées par sexe dans les situations de crises prolongées²⁸.

■ Les hommes et les femmes ne sont pas pareillement touchés en cas de crise prolongée

Le retentissement des crises prolongées sur les deux sexes s'exprime différemment dans trois grands domaines: l'exploitation sexuelle et la violence sexiste, l'accès aux services sociaux tels que la santé et l'éducation, et les stress exercés sur les stratégies de subsistance et de survie ou sur les mécanismes d'adaptation.

Exploitation sexuelle et violence sexiste

Les personnes vulnérables qui s'efforcent de survivre en période de crise prolongée risquent davantage d'être contraintes à l'exploitation sexuelle. Les femmes et les filles sont les plus à risque, mais les jeunes hommes peuvent aussi en être victimes. La crainte de l'exploitation sexuelle peut aussi contraindre les femmes vulnérables soucieuses de leur sécurité à faire alliance avec des soldats et des hommes en position de pouvoir. Elles se retrouvent souvent en butte à d'autres problèmes, tels que davantage de mauvais traitements, pour finir par être abandonnées, voire peut-être exclues de leur communauté d'origine. Des éléments d'information venant de pays aussi différents que le Myanmar, le Libéria, la Sierra Leone et l'Ouganda montrent que les enfants déplacés sont souvent l'objet d'enlèvements ou embrigadés par des combattants armés²⁹. Les jeunes garçons notamment sont recrutés pour la lutte armée et pour d'autres tâches militaires. Même s'il arrive que des filles se battent au front, elles sont plutôt recrutées à des fins sexuelles et contraintes au mariage. Dans bien des cas, les sévices sont aussi porteurs de préjudices émotionnels, psychologiques, économiques et sociaux³⁰.

Les violences à l'encontre des femmes et des filles sont l'une des plus tragiques conséquences sexistes de l'effondrement des institutions qui caractérise les crises prolongées. Outre qu'elle constitue une violation des droits

de la personne, la violence sexiste a aussi un impact négatif sur le capital humain, car elle dégrade la capacité de production et de reproduction des personnes, l'accès à la santé, à la nutrition, à l'éducation et aux autres ressources productives pour finalement saper les possibilités de croissance économique. Les viols et la violence au sein des foyers causent davantage de décès et d'invalidités chez les filles et les femmes de 16 à 44 ans que le cancer, les accidents de la route, les guerres et le paludisme conjugués³¹.

Accès aux services sociaux tels que la santé et l'éducation

La mauvaise gouvernance et le manque de ressources et de capacités entravent l'offre de services publics autant que l'aptitude des ménages à investir dans l'éducation et la santé. Cette situation est lourde de conséquences pour les mères comme pour les enfants, et se traduit notamment par une forte incidence de mortalité maternelle.

La mortalité maternelle est élevée dans les pays qui traversent ou ont connu une crise prolongée, tout en subissant une insécurité alimentaire chronique (figure 10). Le taux moyen de mortalité maternelle (nombre de décès maternels pour 100 000 naissances vivantes durant une année donnée) dans les 22 pays en situation de crise prolongée est près de quatre fois supérieur à la moyenne mondiale, et il s'accroît notablement en fonction de la durée de la crise.

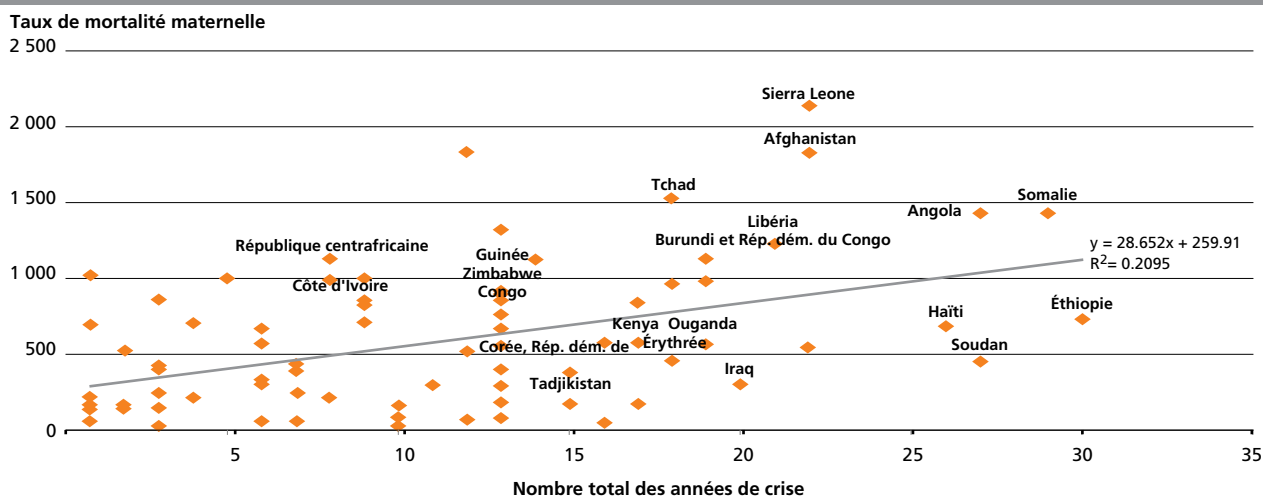
Les disparités entre les sexes sont aussi patentes dans l'accès à l'éducation. Dans les pays en crise prolongée, les filles ont généralement moins accès à l'éducation que les garçons, surtout au niveau du secondaire.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces disparités. Ainsi, lorsque les ressources du ménage sont insuffisantes, les garçons sont souvent prioritaires pour l'accès à l'éducation³². Les crises prolongées peuvent entraîner des taux d'abandon plus élevés de la part des filles qui sont souvent contraintes d'assumer une part croissante des travaux ménagers³³. Si les écoles ferment et que les enfants doivent couvrir de plus grandes distances pour se rendre à l'école, les parents choisissent parfois de ne pas exposer leurs filles aux dangers inhérents à ces déplacements, particulièrement les violences sexuelles³⁴.

On constate une corrélation entre les mauvais résultats scolaires des filles et une forte incidence de la malnutrition. En effet, les risques de retard de croissance chez les enfants chutent d'environ 4 à 5 pour cent à raison de chaque nouvelle année d'enseignement formel suivi par les mères³⁵. La raréfaction des moyens de subsistance peut aussi accroître la vulnérabilité des filles et des femmes à plus long terme. En dépit de cette situation, l'investissement public en faveur de l'éducation dans les pays en crise prolongée est généralement faible, et il en va de même des investissements réalisés dans le cadre de l'aide (voir les pages 29-34).

FIGURE 10

La mortalité maternelle est généralement élevée dans les pays en situation de crise prolongée et elle s'accroît en fonction de la durée de la crise.



Source: UNICEF.

Stress exercés sur les stratégies de subsistance et de survie ou sur les mécanismes d'adaptation

Les crises prolongées mettent en péril les moyens de subsistance, essentiellement en limitant l'accès aux débouchés économiques, en réduisant les possibilités d'investissement et en détériorant ou en détruisant les actifs du ménage. Les femmes sont souvent surreprésentées dans les régions en crise puisque ce sont surtout les hommes qui partent à la recherche d'un travail ou sont enrôlés dans les opérations militaires. Il en résulte un profond bouleversement de la structure démographique dans les régions touchées par les crises, avec une forte proportion de ménages dirigés par des femmes. Ces ménages sont particulièrement vulnérables, car ils abritent fréquemment une forte proportion de personnes âgées et d'enfants, et ont de maigres moyens et un accès limité aux ressources³⁶. Le Libéria en donne un exemple éloquent. En 2005, 14 ans après le début du conflit armé, plus de la moitié des familles étaient monoparentales, et elles étaient dirigées par des femmes dans la plupart des cas. De plus, on comptait de nombreuses mères célibataires d'enfants nés hors mariage, fréquemment à la suite de viols. Ces femmes sont extrêmement vulnérables face à l'isolement social et à la discrimination³⁷.

Les relations entre les membres du ménage et les rôles dévolus aux deux sexes sont également affectés, mais le débat reste ouvert quant à l'ampleur et à la persistance de la modification des rôles sexospécifiques imputable aux crises et aux conflits. Ces derniers ont pour effet de démanteler nombre de rôles et obstacles traditionnels et peuvent dégager de nouvelles opportunités pour les femmes du point de vue des moyens de subsistance, des rôles économiques et des postes de direction au sein de la communauté. Elles peuvent intervenir plus directement

dans les affaires économiques et commencer à assumer des tâches réservées aux hommes en période « normale ». Par exemple, pendant la guerre civile au Sri Lanka, les femmes des zones rurales se sont plus impliquées dans la commercialisation, car les hommes risquaient davantage d'être arrêtés aux postes de contrôle de l'armée ou par les rebelles³⁸.

Toutefois, les rôles assignés aux deux sexes ne sont que temporairement modifiés et les schémas préexistants se rétablissent une fois la crise passée. Ainsi, l'insécurité des zones urbaines du Zimbabwe en 2006 a conduit de nombreux hommes à retourner vers leurs villages d'origine, ce qui a entraîné une chute brutale des revenus des ménages. L'écart des revenus entre hommes et femmes a donc été temporairement réduit. L'embellie économique de 2007 a toutefois fourni moins de débouchés aux femmes qu'aux hommes, principalement en raison des normes sociales rigides qui les cantonnent dans des rôles de gardiennes du foyer³⁹. De fortes disparités sont donc réapparues dans les zones rurales du Zimbabwe compte tenu du peu de reconnaissance et de valeur accordées au travail domestique des femmes, sans compter les lourdes contraintes qui pèsent sur leur mobilité et les empêchent de s'engager dans des activités économiques hors du ménage.

De même, l'impact démographique de la crise au Libéria a clairement contribué à l'avancement des femmes qui jouent aujourd'hui un rôle majeur dans la production de cultures alimentaires et la transformation des produits agricoles. Toutefois, leur participation à la production de cultures de rente et aux autres activités agricoles lucratives reste entravée par une inexorable division du travail selon le sexe, ce qui a pour effet de réduire la sécurité alimentaire des ménages ainsi que la productivité du secteur agricole dans son ensemble⁴⁰.

■ Intégration de la parité hommes-femmes dans les interventions menées dans les situations de crise prolongée

Par définition, l'aide humanitaire et les premières activités de relèvement en cas de crises prolongées interviennent dans des situations difficiles. Il est donc compréhensible qu'elles soient souvent focalisées sur l'essentiel: sauver des vies, livrer les fournitures essentielles, protéger les droits fondamentaux de la personne et tenter de mettre en place le fondement social et économique d'un relèvement durable. Face à l'urgence de ces défis, les questions de parité peuvent paraître hors de propos ou sans grande importance.

Pourtant, dans la plupart des cas, l'adoption d'une perspective fondée sur les sexospécificités dans l'action humanitaire peut contribuer à relever les défis les plus évidents. D'après un rapport de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), «la prise en compte des conditions spécifiques à chaque sexe permet de mieux définir et de comprendre les vulnérabilités et les capacités, peut aider les organisations humanitaires à acheminer les ressources à ceux qui en ont le plus besoin et peut également contribuer à mobiliser une proportion importante de la population dont les capacités sont souvent sous-estimées»⁴¹.

Pour intégrer les considérations de parité dans les politiques et programmes conduits en cas de crise humanitaire, la première étape consiste à réaliser une solide analyse des vulnérabilités et impacts différents induits par les crises ainsi que des points forts et des aptitudes des deux sexes. Cette analyse permet aux planificateurs de cibler les personnes confrontées aux conditions les plus défavorables ou au moins de s'assurer que leurs besoins ne sont pas négligés. Il a été prouvé qu'en l'absence d'analyse préalable de la situation respective des hommes et des femmes, les programmes humanitaires peuvent faire plus de mal que de bien⁴².

Deuxièmement, il est important de veiller à ce que les programmes menés sur le terrain tiennent compte des disparités de situation entre les deux sexes. Ces programmes doivent s'attacher à résorber les inégalités existantes, mais aussi à sécuriser et à développer les actifs de manière à autonomiser les victimes des crises (par exemple en assurant la sécurité et la sûreté de l'accès aux terres, au financement et aux autres ressources productives pour les femmes et les jeunes). Les éléments recueillis montrent que les programmes de secours qui tiennent compte des sexospécificités permettent d'éviter la propagation de la malnutrition et favorisent un relèvement plus rapide et plus généralisé de la production alimentaire et des autres facteurs de subsistance⁴³.

Troisièmement, les interventions humanitaires doivent sciemment s'assurer que les institutions adoptent un point de vue fondé sur la parité où les besoins et les droits des hommes comme des femmes sont reconnus et pris en compte. À cet effet, les groupes communautaires et les réseaux professionnels (y compris les organisations de femmes), les organisations de la société civile et les autres organisations doivent participer au dialogue engagé dans le but de reconstruire les vies et les moyens de subsistance des victimes de crises prolongées.

Le quatrième domaine où les considérations de parité pourraient être intégrées dans les interventions conduites en réponse aux crises prolongées est la prestation de services sociaux qui ne doivent pas être limités à la santé et l'éducation. Il ressort de l'analyse présentée ci-dessus que les femmes subissent l'impact des crises prolongées sur la santé et l'éducation plus que les hommes. Améliorer l'accès à la santé et l'éducation, notamment pour les femmes, aurait un effet positif à long terme sur le développement social et économique des communautés soumises à des crises prolongées.



Les enseignements tirés des interventions communautaires et leur application

Message clé

Les dispositifs institutionnels et socio-économiques en vigueur avant l'apparition d'une crise prolongée – ou mis en place pour la surmonter – peuvent offrir une base durable permettant de s'atteler aux causes profondes de la crise et de reconstruire les moyens de subsistance après coup.

Les organisations d'aide humanitaire et de développement ont souvent tendance à ignorer le rôle que peuvent jouer les organisations et institutions locales dans les crises prolongées et les programmes de redressement pour l'après crise. Cette section s'inspire d'informations issues d'études de cas réalisées en République démocratique du Congo, au Libéria, en Sierra Leone et au Soudan pour montrer que les dispositifs institutionnels et socio-économiques informels

constituent une base solide pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la crise, réhabiliter les moyens de subsistance et améliorer la sécurité alimentaire. Ces études de cas font valoir que l'évaluation de la situation ne doit pas se borner à identifier les besoins humanitaires immédiats, mais qu'elle doit comporter une analyse du contexte institutionnel et socio-économique local ainsi que des rôles que peuvent jouer les organisations et institutions locales.

Les quatre pays examinés dans cette section ont tous été victimes de conflits internes et externes prolongés dont deux perdurent, au moins dans certaines zones qui ne sont ni en paix, ni en guerre. Les causes des conflits et l'effondrement global des institutions caractéristique de ces pays (ou de certaines de leurs régions) diffèrent, malgré nombre d'éléments communs tels que la concurrence pour l'accès aux terres, les conflits relatifs aux zones riches en ressources naturelles, les mécanismes d'exclusion sociale et une mauvaise gouvernance généralisée.

L'une des conséquences majeures de ces crises a été la dramatique aggravation de la sécurité alimentaire dans les pays ou régions affectées. En Sierra Leone par exemple, on comptait deux millions et demi de personnes sous-alimentées (46 pour cent de la population) en 2004-2006, à savoir 600 000 de plus que lorsque la guerre a démarré, tandis qu'en République démocratique du Congo, la prévalence de la sous-alimentation a grimpé de 26 pour cent durant la période 1990-1992 à son niveau actuel de quelque 70 pour cent. Au Soudan, alors que les tendances nationales affichent une moindre prévalence de la sous-alimentation, l'insécurité alimentaire s'est aggravée dans les régions victimes de conflits, comme le sud du pays⁴⁴. En outre, les crises entraînent généralement des déplacements massifs de populations et la perturbation des systèmes de subsistance sur lesquels elles comptaient⁴⁵. Ces conséquences enclenchent à leur tour le cercle vicieux de l'instabilité politique, de l'effondrement des services publics et des conflits entre différents groupes de population qui entrent en concurrence pour l'accès aux ressources et services restants et leur contrôle.

Face à l'affaiblissement ou à la dislocation des services publics, les gens se tournent vers les initiatives locales, souvent fondées sur des institutions traditionnelles, pour obtenir les services élémentaires. Ces institutions se sont souvent avérées efficaces et résilientes dans des situations chaotiques.

■ Les institutions locales et le relèvement à l'issue des conflits

Les nombreuses études réalisées sur des pays en crise prolongée ont mis en évidence des changements institutionnels et socio-économiques locaux qui ont permis de résoudre certaines des causes structurelles de ces crises et qui pourraient offrir un fondement viable aux activités de relèvement post-conflit.

En Sierra Leone par exemple, de nombreuses communautés ont créé de solides réseaux informels et des institutions locales, en partie pour remédier à l'anéantissement des structures nationales⁴⁶. Une étude a constaté que trois ans après la fin de la guerre civile, les mesures d'action collective et de mobilisation des communautés locales – y compris le nombre de réunions communautaires et de membres enregistrés – étaient plus nombreuses dans les zones où les civils avaient été les plus exposés aux violences de la guerre que dans celles qui avaient été davantage préservées⁴⁷.

Selon un rapport sur l'emploi des jeunes en Sierra Leone produit en 2009 par la Banque mondiale, on a constaté chez les jeunes une poussée de la mobilisation sociale qui s'est spontanément organisée après la guerre, avec notamment la création de coopératives commerciales, de groupes voués au développement d'une chefferie, d'une section ou d'un district, et de groupements de métiers comme les associations de coursiers à vélo ou de marchands de cassettes. Dans le seul district de Kono, une étude réalisée par une ONG a dénombré 141 groupes dont les adhérents représentent plus de 17 000 jeunes⁴⁸.

D'après une étude de terrain réalisée en 2004 et 2008 à Kayima (Sierra Leone), un village situé dans la chefferie de Sandor qui a toujours fourni la main-d'œuvre minière non qualifiée, les tensions entre les chefs et les jeunes au sujet des droits fonciers et de la rente minière se sont apaisées pendant la période d'étude car «les déplacements de population durant la guerre ont engendré un sentiment nouveau d'autonomie chez les gens de tous âges». Les jeunes ont montré un intérêt nouveau pour l'agriculture et pour la vie familiale au sein du village et se sont détournés des emplois mal payés dans les mines de diamants. Soixante-huit pour cent des personnes interrogées à Kayima étaient membres de coopératives de métiers ou de clubs sociaux qui avaient joué un rôle déterminant pour faciliter leur retour à l'agriculture dans de bonnes conditions. Avec le retour des ouvriers précédemment employés à la mine et d'autres personnes déplacées pendant le conflit, la masse de la main-d'œuvre familiale s'est accrue et les résidents locaux peuvent désormais cultiver des exploitations de plus grande taille⁴⁹.

De même, dans l'est de la République démocratique du Congo, les populations locales se sont tournées vers leurs propres institutions pour résoudre les problèmes d'accès aux terres qui alimentaient le conflit. Ils ont créé des «chambres de paix» composées d'anciens pour démêler les différends fonciers et trouver des compromis entre les agriculteurs concernés. Certaines associations locales ont également œuvré, au-delà de la résolution des conflits, en instituant des champs collectifs, en établissant des systèmes de microcrédit, en informant les agriculteurs de leurs droits fonciers au moyen d'informations sur le cadre légal régissant l'accès à la terre et en militant au niveau national pour faire modifier les lois foncières en vigueur. En dépit de leur dynamisme et de leur potentiel de développement, notamment dans l'action

menée contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire, les associations locales et les chambres de paix n'avaient pas de capacités techniques et financières et leur rôle potentiel en tant que moteur de la lutte contre certaines des causes sous-jacentes de conflit et d'insécurité alimentaire a rarement été reconnu et intégré dans les plans d'action des organisations engagées sur le terrain⁵⁰.

Les institutions informelles ont joué un rôle capital dans la survie et la sécurité alimentaire des populations pendant la guerre civile qui a ravagé le Libéria de la fin des années 80 à 2003 tandis qu'après le conflit, les «associations de développement» locales ont été les moteurs de la restauration du dispositif de gouvernance, de l'apport de protection sociale, de la remise en état des infrastructures, de la promotion de la sécurité alimentaire et de la sécurité des moyens de subsistance. Citons notamment les réseaux claniques et les groupements de membres ou «associations de développement» tels que le syndicat de Dugbe River, dans le Comté de Sinoe, et l'association de développement Seletorwaa, dans le District de Yarwin-Mehnsonnoh, qui ont été constitués pour s'attaquer aux causes du conflit et à son retentissement sur les moyens de subsistance. Ces organisations ont établi des mesures de protection sociale pour les populations vulnérables et victimes de l'insécurité alimentaire, résolu des conflits et créé des infrastructures sociales et physiques telles que des dispensaires, des routes, des halles et des salles communautaires⁵¹.

Ces observations témoignent avant tout de l'extraordinaire résilience des populations locales face aux conflits. Elles montrent aussi que les crises ne font pas que des ravages: elles peuvent aussi avoir d'importantes retombées positives au plan institutionnel et social, notamment une conscience politique accrue et une poussée de l'action collective spontanée. S'ils sont reconnus et bien gérés, ces changements peuvent puissamment contribuer à pérenniser le relèvement à l'issue des conflits et constituent des points de départ pour les organismes d'aide qui peuvent apporter une assistance plus créative et plus stimulante, outre la simple distribution de l'aide. Il y a cependant un risque que les élites locales exploitent cette évolution à leurs propres fins tandis que le financement inconsidéré de ces activités par les organismes de développement pourrait rendre les organisations locales dépendantes de l'aide. Travailler à leurs côtés exige donc un suivi et une analyse prudente de la situation pour s'assurer que les efforts engagés pour améliorer le bien-être des populations ne sont pas détournés à d'autres fins.

■ Construction et reconstruction des institutions locales

L'expérience de plusieurs pays montre comment les investissements de l'État, de la société civile et des organismes de développement peuvent s'appuyer sur les mutations sociales et institutionnelles locales pour les amplifier.

Les écoles pratiques d'agriculture en Sierra Leone sont un bon exemple de la manière dont ces investissements contribuent à remédier à certaines des causes structurelles et des conséquences des conflits. L'État et ses partenaires pour le développement ont lancé cette initiative dès la fin de la guerre en 2002. Le programme avait principalement pour objectifs de restaurer la confiance des communautés rurales saccagées par la guerre civile et de former des agriculteurs, dont beaucoup étaient jeunes et sans expérience, en leur enseignant les principes de base de la culture, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles. Il visait aussi en partie à développer un sens de la responsabilisation chez les prestataires de services aux communautés agricoles, dans les services publics comme dans les organisations de la société civile. On y voyait le moyen de renforcer et de décentraliser des services publics déjà défaillants qui avaient périclité pendant la guerre⁵².

Les écoles pratiques d'agriculture constituaient aussi l'occasion unique d'aider les jeunes, qui n'avaient reçu aucune éducation pendant les années de guerre, à devenir des agriculteurs à même de se développer durablement. Depuis leur création, quelque 75 000 agriculteurs, représentant environ 3 000 groupements ruraux, ont mené à bien la formation offerte par ces écoles pratiques administrées par le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Sécurité alimentaire ou par les programmes de vulgarisation des ONG. Les jeunes représentaient 60 pour cent des participants aux écoles pratiques d'agriculture créées entre 2004 et 2007 dans le cadre des programmes financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La plupart des lauréats sont retournés travailler pour des organisations établies ou ont créé de nouvelles organisations paysannes dans leur communauté. En Sierra Leone, les évaluations indépendantes d'impact ont montré que ces écoles ont contribué à pérenniser les initiatives communautaires et à reconstruire des organisations paysannes autosuffisantes.

Une expérience semblable a été menée dans le sud du Soudan où un programme novateur de santé animale s'est appuyé sur les capacités des organisations et institutions locales pour mettre en place des services communautaires qui ont contribué à la lutte contre la peste bovine⁵³.

Les premières mesures engagées entre 1989 et 1992 dans le cadre de l'Opération survie au Soudan (OLS) pour combattre la peste bovine dans la région reposaient sur une approche descendante, avec l'intervention d'agents de santé vétérinaire dûment formés et la mise en place d'une chaîne du froid pour la distribution des vaccins. Aucune institution locale n'a été associée à cette action parce que l'OLS ne voulait pas risquer d'être associée aux protagonistes de la guerre civile. Ce manque d'adhésion locale a toutefois signé l'échec de ces premiers efforts.

En 1993, l'OLS a changé de stratégie et a adopté une démarche communautaire fondée sur les institutions locales telles que les associations informelles d'éleveurs. Les

institutions traditionnelles, comme les groupes d'anciens et les associations de parentèle, ont participé au processus de planification tandis que des vaccins thermostables contre la peste bovine ont été distribués aux pasteurs à qui on a appris à les administrer. Cette nouvelle approche a rapidement porté ses fruits. Plus d'un million de têtes de bétail ont été vaccinées en 1995 dans le cadre du programme OLS, contre seulement 140 000 en 1993. Les flambées de peste bovine ont chuté de 11 en 1993 à une seulement en 1997. Le sud du Soudan n'a connu aucune flambée confirmée depuis 1998.

Les expériences de la Sierra Leone comme du Soudan montrent qu'il est possible de conduire des programmes de sécurité alimentaire fondés sur les moyens de subsistance dans les situations de crise prolongée. Ils exigent la volonté d'appliquer des démarches visant à préserver les moyens de subsistance, une coordination à la fois solide et souple fondée sur le contrôle des ressources et un recours systématique aux évaluations de l'impact des interventions sur les moyens de subsistance. La participation des institutions locales et l'approche des parties en conflit sont indispensables à la réussite de ces programmes.

Les études de cas réalisées au Libéria, en Sierra Leone et au Soudan montrent que les dispositifs socio-économiques et

institutionnels informels en place avant une crise prolongée ou établis pour y faire face peuvent offrir une base solide pour s'attaquer aux causes profondes de la crise et réhabiliter les moyens de subsistance une fois la crise passée. En République démocratique du Congo, l'étude de cas montre au contraire que les évaluations réalisées par les organismes d'aide et de développement sont trop souvent focalisées sur l'identification des besoins immédiats et que les capacités et possibilités d'intervention des organisations locales dans la planification et l'exécution des programmes sont fréquemment ignorées.

L'expérience du Libéria et de la Sierra Leone illustre à quel point il est important de s'atteler à l'exclusion sociale et économique des jeunes. Bien que cette question soit souvent négligée, elle constitue un puissant ferment de conflit et doit être prise en compte pour que le relèvement post-conflit soit durable et efficace.

L'enseignement que l'on peut tirer de tout ceci est que les organisations d'aide humanitaire et de développement devraient fonder leur action pendant et après un conflit sur une évaluation bien plus vaste que les besoins humanitaires immédiats comprenant une analyse de l'évolution du contexte socio-économique et institutionnel local.